

Psychiatrie

L'ensemble des hospitalo-universitaires de pédopsychiatrie interpelle Emmanuel Macron

Publié le 21/04/21 - 14h16

En France, pour environ 200 000 enfants qui auraient besoin de soins, seuls 600 pédopsychiatres sont disponibles. Dans un courrier adressé à Emmanuel Macron, l'ensemble des hospitalo-universitaires de la discipline précise les attentes pour l'avenir, en termes de formation mais aussi de revalorisation des consultations libérales.



Face à la pénurie de professionnels, les hospitalo-universitaires de la pédopsychiatrie interpellent Emmanuel Macron sur l'attractivité de la formation et de la spécialité. (B. Boissonnet/BSIP)

Ce 22 avril la question de la future maquette de formation des pédopsychiatres sera abordée lors d'une réunion au sein du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. En amont de ce rendez-vous, et tandis que sous l'égide du Collège nationale des universitaires en psychiatrie (Cnup), une mission est lancée pour déterminer si la discipline doit disposer de son propre diplôme d'études spécialisés (DES) ou s'inscrire dans le DES commun (Co-DES), l'ensemble des hospitalo-universitaires (HU) de pédopsychiatrie, soutenu par d'autres acteurs majeurs, a adressé un courrier au président de la République (à télécharger ci-dessous). Les HU précisent les souhaits des pédopsychiatres pour l'avenir en termes de formation, sans omettre une nécessaire revalorisation des consultations libérales.

“ La pédopsychiatrie en France a besoin de votre aide. Les besoins pour assurer la santé mentale de la jeunesse de notre pays sont criants.

Extrait de la lettre des hospitalo-universitaires de pédopsychiatrie

"La pédopsychiatrie en France a besoin de votre aide. Les besoins pour assurer la santé mentale de la jeunesse de notre pays sont criants. Ce n'est pas tant la supplique d'une profession trop longtemps oubliée des pouvoirs publics qui nous incite à vous interpeller — vous avez commencé à y répondre et nous y sommes sensibles — mais bien la perspective d'une carence massive des soins psychiques adaptés et essentiels pour notre jeunesse qui s'annonce, du fait d'un manque croissant de

professionnels formés", interpellent-ils Emmanuel Macron, remémorant au passage un rapport sénatorial sur le sujet daté de 2017. Les chiffres inquiètent le secteur : pour l'heure, en France, pour environ 200 000 enfants qui auraient besoin de soins, seuls 600 pédopsychiatres sont disponibles. C'est deux fois moins qu'il y a dix ans. Cette situation entraîne des délais d'accès aux soins *"interminables et insupportables"* pour les patients et leurs familles. À cela s'ajoutent des capacités d'hospitalisation toujours insuffisantes et très inégalement réparties, soulignent les HU.

Une pénurie catastrophique

Face à cette urgence, ils sollicitent donc *"une action rapide et concrète"* pour pallier la pénurie de professionnels. Les capacités de formation de pédopsychiatres étaient déjà insuffisantes avant 2017, mais la réforme de l'internat les a très sévèrement réduites, déplorent-ils. *"Ceci, si rien n'est mis en place, conduira à une véritable catastrophe"*, craint la profession. *"Passer en effet de deux stages obligatoires de pédopsychiatrie à un seul sur les huit que compte l'internat réduit la formation minimale indispensable à tout psychiatre. De plus, les internes doivent annoncer leur choix de choisir ou pas cette orientation alors que la plupart d'entre eux n'ont pas encore effectué de stage de pédopsychiatrie"*, expliquent les signataires. Enfin, donner à la discipline le statut *"d'option"* avec des quotas *"très limités"* ne la valorise pas, *"alors que nous avons un rôle majeur dans la prévention du développement des troubles psychiatriques"*, remémore la spécialité. Pour s'approcher des standards européens, elle préconise au moins six semestres de stage en service de pédopsychiatrie, ce qui permettrait à son sens une formation complète pour augmenter l'attractivité et la performance, et *"développer une pédopsychiatrie structurée, en mesure de faire face aux besoins de la jeunesse"*.

Une synergie ville-hôpital nécessaire

Actuellement, la pénurie de pédopsychiatres est telle que de très nombreux postes ne sont actuellement pas occupés et qu'un psychiatre n'ayant réalisé qu'un seul semestre en service de pédopsychiatrie durant sa formation d'interne peut exercer en pédopsychiatrie. Dans certains territoires, pour pallier les carences, certaines équipes de pédopsychiatrie ne comprennent plus aucun pédopsychiatre. *"Ceci ruine les projets d'amélioration des soins appelés de vos vœux et des nôtres : parcours de soins gradués et coordonnés, parcours de vie, projets territoriaux de santé mentale, conseils locaux de santé mentale, plans régionaux de santé mentale, équité territoriale dans l'accès aux soins, couverture des besoins..."*, détaille la spécialité.

Pour assurer son avenir, la pédopsychiatrie française indique qu'elle a besoin d'être une filière de formation visible et attractive disposant de moyens nécessaires. Elle a aussi besoin de renforcer et structurer ses capacités de formation. Enfin, pour être attractive et développer le secteur ambulatoire de ville en complément du secteur public, elle a besoin d'une revalorisation des actes de consultation. *"Une consultation de pédopsychiatrie est longue. Elle doit être tarifée en conséquence. La gradation et la continuité des soins requièrent cette synergie ville-hôpital"*, explique-t-elle .

Liens et documents associés

- [La lettre adressée à Emmanuel Macron \[PDF\]](#)

Clémence Nayrac

Les informations publiées par Hospimedia sont réservées au seul usage de ses abonnés. Pour toute demande de droits de reproduction et de diffusion, contactez Hospimedia (copyright@hospimedia.fr). Plus d'informations sur le copyright et le droit d'auteur appliqués aux contenus publiés par Hospimedia

dans la rubrique [droits de reproduction](#).

HOSPIMEDIA

Pas encore abonné à HOSPIMEDIA ?

Testez gratuitement notre journal en vous rendant sur
<http://www.hospimedia.fr>

Votre structure est abonnée ?

Rapprochez-vous de votre référent ou contactez nous au 03 20 32 99 99 ou
sur <http://www.hospimedia.fr/contact>